

Enfin !... une réponse sérieuse au narcotrafic

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

30 janvier 2026



La réunion à l'Élysée du 29 janvier et les annonces qui en découlent sur le narcotrafic aux Antilles ont le mérite de la clarté : oui, la situation est critique. Oui, elle exige une « mobilisation totale et massive ». Oui, les moyens techniques, comme le déploiement de scanners dans les ports et aéroports, sont indispensables.

Le constat, enfin dressé au plus haut niveau de l'État, est juste. L'intention affichée, énergique. On ne peut donc que souligner ce premier pas avec un soulagement teinté d'amertume : enfin !

Enfin, la spécificité géostratégique des Antilles françaises, ces portes grandes ouvertes sur l'Atlantique pour la cocaïne sud-américaine, est

reconnue comme un « front critique ». Enfin, on admet que laisser ces territoires sous-équipés face à des réseaux criminels hyperorganisés est une faillite.

Enfin, on parle de « plan d'urgence » pour une crise qui dure depuis des années, gangrène les sociétés antillaises et se compte en « narchomicides ». La lucidité, si longtemps absente, semble cette fois être de mise.

Mais cette soudaine célérité interroge. Pourquoi maintenant ? Est-ce la violence, hélas devenue ordinaire sous nos cieux, qui a forcé le destin ? L'assassinat de Mehdi Kessaci à Marseille, frère d'un militant antidrogue, a en effet servi de déclencheur à cette série de réunions de crise.

Faut-il en déduire que ce n'est que lorsque la menace franchit la Méditerranée et frappe au cœur de l'Hexagone que la machine étatique se met en branle ? Le sous-texte de ce plan « massif » n'est-il pas, avant tout, la peur de voir le fléau contaminer définitivement le continent ?

Cette question est cruelle, mais nécessaire. Les Antilles ne sont-elles prises au sérieux que lorsqu'elles sont perçues comme un vecteur de contamination pour l'Hexagone ? Pendant des années, les appels à l'aide, les saisies record (10 tonnes de cocaïne saisies en 2023 et 35,7 tonnes en 2025), les violences quotidiennes et le sentiment d'abandon des populations locales semblaient insuffisants pour déclencher une réponse « à la hauteur ».

Il a fallu qu'un drame marseillais, lié à la géopolitique des trafics, vienne rappeler que les lignes maritimes du poison partent des îles. La solidarité nationale aurait dû primer ; c'est peut-être la peur qui a finalement parlé.

Le plan technique, focalisé sur les scanners, est pertinent. Cibler le fret,

délaissé au profit d'un contrôle obsédant sur les « mules », est une évidence stratégique. Les « opérations coup de poing », la coopération régionale, le volet judiciaire international, tout cela est cohérent.

Mais la technique ne suffira pas. Elle doit s'inscrire dans un engagement durable, politique et humain, qui dépasse la simple sécurisation des flux vers l'Europe. Elle doit s'accompagner d'un investissement tout aussi massif dans la prévention, l'éducation, la santé publique et le développement économique des territoires ultramarins, pour tarir le recrutement des réseaux et l'emprise qu'ils exercent.

Le président Emmanuel Macron annonce sa venue « dans les prochains mois » pour un point d'étape. C'est bien. Mais les Antillais attendent depuis bien plus longtemps que quelques mois, des signes tangibles de considération et d'action. « Enfin ! », donc, mais avec une vigilance de tous les instants.

Ce plan ne doit pas être un feu de paille médiatique allumé par la crainte d'une contagion hexagonale. Il doit être le début d'une politique de protection absolue de ces territoires français, pour eux-mêmes, et non seulement pour ce qu'ils représentent dans la chaîne du péril.

L'efficacité se jugera à la rapidité du déploiement, aux tonnes de drogue saisies, et surtout, à la baisse de la violence dans les rues de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France.

Mais elle se jugera aussi à la persistance de l'effort, bien après que l'émotion dans les hauts lieux parisiens se sera estompée. Enfin, oui. Mais pour de bon, cette fois ?